



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 63.234/4
du 25 avril 2018

advies 63.234/4
van 25 april 2018

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la région de
Bruxelles-Capitale 'modifiant
l'arrêté royal du 28 juin 2009
relatif au transport des
marchandises dangereuses par
route ou par chemin de fer, à
l'exception des matières
explosives et radioactives'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
28 juni 2009 betreffende het
vervoer over de weg of per
spoor van gevaarlijke
goederen, met uitzondering van
ontplofbare en radioactieve
stoffen'

Le 28 mars 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'modifiant l'arrêté royal du 28 juin 2009 relatif au transport des marchandises dangereuses par route ou par chemin de fer, à l'exception des matières explosives et radioactives'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 25 avril 2018. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 25 avril 2018.

*

Op 28 maart 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Mobiliteit en Openbare Werken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 juni 2009 betreffende het vervoer over de weg of per spoor van gevaarlijke goederen, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 25 april 2018. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Wanda VOGEL, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 25 april 2018.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'alinéa 5 du préambule est consacré au visa de la concertation entre les Gouvernements régionaux, conformément à l'article 6, § 2, 5^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles'.

Le dossier joint à la demande d'avis ne comporte cependant aucun document relatif à l'accomplissement de cette formalité préalable. Par conséquent, il revient à l'auteur du projet de vérifier que cette formalité préalable a bien été réalisée.

2. Conformément à l'article 4, § 3, de l'ordonnance du 8 décembre 2016 'portant sur l'intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale',

« Chaque ministre et secrétaire d'État évalue tout projet d'acte législatif ou réglementaire au regard du principe de *handstreaming*. Si un tel projet a une incidence sur la situation des personnes handicapées, le ministre ou le secrétaire d'État l'expose dans une note au Gouvernement et propose des mesures de correction si nécessaire, permettant leur pleine et effective participation à la société ».

Cependant, le dossier à l'examen ne comporte pas une telle évaluation et le préambule ne la vise pas.

L'auteur du projet veillera à l'accomplissement de cette formalité préalable obligatoire. Il en sera fait mention au préambule.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. En vertu de l'article 41, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux Institutions bruxelloises', les secrétaires d'État ne font pas partie du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. Ils ne sont donc pas habilités à proposer, à signer, à co-proposer ou à co-signer des projets d'arrêtés du Gouvernement de cette Région.

Par conséquent, l'arrêté examiné ne doit être ni proposé ni signé par la Secrétaire d'État du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargée de la Sécurité routière ¹.

2. Il revient à l'auteur du projet de vérifier que les modifications apportées par l'ADR 2017 à sa version antérieurement en vigueur (l'ADR 2015) ne nécessitent pas de modifier les dispositions dérogatoires ou complémentaires figurant dans le dispositif et dans l'annexe de l'arrêté royal du 28 juin 2009 'relatif au transport des marchandises dangereuses par route ou par chemin de fer, à l'exception des matières explosives et radioactives' ².

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Les alinéas 2 et 3 visent respectivement l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles' et l'article 8, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux Institutions bruxelloises', soit les articles consacrant le pouvoir général d'exécution de l'exécutif régional bruxellois.

Or, la disposition visée à l'alinéa 1^{er} constitue un fondement légal suffisant pour conférer au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale la compétence d'adopter l'arrêté examiné.

Partant, les alinéas 2 et 3 seront omis.

2. Compte tenu de l'article 1^{er}, il n'y a pas lieu de mentionner la directive (UE) 2018/217 de la Commission du 31 janvier 2018 'modifiant la directive 2008/68/CE du Parlement et du Conseil relative au transport intérieur des marchandises dangereuses, en vue d'adapter les dispositions de l'annexe I, section I.1, au progrès scientifique et technique' sous la forme d'un considérant ³.

¹ Voir en ce sens l'avis du Conseil d'État n° 58.265/2 donné le 28 octobre 2015 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 décembre 2016 'portant transfert de personnel vers le Bureau bruxellois de la planification'.

² Voir en ce sens, *mutatis mutandis*, l'avis n° 58.528/4 donné le 9 décembre 2015 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2015 'modifiant l'arrêté royal du 28 juin 2009 relatif au transport des marchandises dangereuses par route ou par chemin de fer, à l'exception des matières explosives et radioactives'.

³ Voir dans le même sens l'avis n° 63.177/4 donné le 17 avril 2018 sur un avant-projet d'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'relatif au contrôle technique routier des véhicules utilitaires immatriculés en Belgique ou à l'étranger'.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. La disposition sera complétée par la mention de la date de la directive 2018/217, à savoir le 31 janvier 2018.

2. Il convient de se limiter à énoncer que l'arrêté vise à transposer cette directive. L'énoncé des objectifs poursuivis par la réglementation en projet, au travers de la transposition de cette directive, étant dénuée de portée normative, les mots « afin d'actualiser les mesures laissées à l'initiative des autorités nationales par les réglementations internationales relatives aux transports de marchandises dangereuses par voie terrestre » seront omis⁴.

Article 3

L'article 3 fixe l'entrée en vigueur du projet « le dixième jour qui suit sa publication au Moniteur belge ».

Cependant, il est inutile d'y répéter la règle prévue à l'article 39, alinéa 3, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux Institutions bruxelloises', laquelle est applicable par défaut.

Dès lors, l'article 3 sera omis.

OBSERVATION FINALE DE LÉGISTIQUE

Chapitres 1^{er} et 2

Dès lors que les chapitres 1^{er} et 2 du texte en projet ne sont chacun relatifs qu'à un seul article, l'utilité de prévoir la division en chapitres du projet n'apparaît pas. Par conséquent, cette subdivision sera omise.

*

⁴ Voir dans le même sens l'avis n° 63.177/4 précité.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. In het vijfde lid van de aanhef wordt verwezen naar het overleg tussen de gewestregeringen, voorgeschreven in artikel 6, § 2, 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’.

In het dossier gevoegd bij de adviesaanvraag bevindt zich evenwel geen enkel stuk dat erop wijst dat dit voorafgaande vormvereiste vervuld zou zijn. De steller van het ontwerp moet dan ook nagaan of dat voorafgaande vormvereiste naar behoren vervuld is.

2. Artikel 4, § 3, van de ordonnantie van 8 december 2016 ‘betreffende de integratie van de handicapdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ luidt als volgt:

“Elke minister en staatssecretaris evalueert elk ontwerp van wetgevende of regelgevende akten vanuit het oogpunt van handistreaming. Als een dergelijk ontwerp een weerslag heeft op de situatie van personen met een handicap dan geeft de minister of staatssecretaris dat aan in een nota aan de regering en stelt correctiemaatregelen voor indien nodig, waarbij hun volwaardige en effectieve deelname aan de maatschappij mogelijk wordt.”

Het voorliggende dossier bevat evenwel geen dergelijke evaluatie en in de aanhef wordt er niet naar verwezen.

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat dit verplichte voorafgaande vormvereiste wordt vervuld en moet een verwijzing ernaar opnemen in de aanhef.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Krachtens artikel 41, § 2, eerste lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse Instellingen’ maken de staatssecretarissen geen deel uit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering. Ze zijn dus niet gemachtigd om ontwerpbesluiten van de regering van dat gewest voor te stellen, te ondertekenen, mede voor te stellen of mede te ondertekenen.

Bijgevolg mag het voorliggende besluit noch voorgesteld, noch ondertekend worden door de staatssecretaris van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Verkeersveiligheid.¹

2. De steller van het ontwerp dient na te gaan of het op grond van de wijzigingen die bij het ADR 2017 aangebracht zijn in de vorige versie ervan (het ADR 2015) niet nodig is om de afwijkende of aanvullende bepalingen te wijzigen die vervat zijn in het dispositief en in de bijlage van het koninklijk besluit van 28 juni 2009 ‘betreffende het vervoer via de weg of per spoor van gevaarlijke goederen, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen’.²

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. In het tweede en het derde lid wordt verwezen naar respectievelijk artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ en artikel 8, eerste lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse Instellingen’, namelijk de artikelen waarin de algemene uitvoeringsbevoegdheid van de Brusselse gewestregering vastgelegd is.

De bepaling waarnaar in het eerste lid verwezen wordt, biedt evenwel voldoende rechtsgrond om aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering de bevoegdheid te verlenen om het voorliggende besluit vast te stellen.

Het tweede en het derde lid moeten bijgevolg weggelaten worden.

2. Gelet op artikel 1 is er geen reden om richtlijn (EU) 2018/217 van de Commissie van 31 januari 2018 ‘tot wijziging van Richtlijn 2008/68/EG van het Europees Parlement en de Raad betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over land en met name de aanpassing van punt I.1 van bijlage I aan de wetenschappelijke en technische vooruitgang’ in de vorm van een overweging te vermelden.³

¹ Zie in die zin advies 58.265/2 van de Raad van State, dat op 28 oktober 2015 gegeven is over een ontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 december 2016 ‘houdende de overheveling van personeel naar het Brussels Planningsbureau’.

² Zie in die zin, *mutatis mutandis*, advies 58.528/4, op 9 december 2015 gegeven over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 december 2015 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 juni 2009 betreffende het vervoer via de weg of per spoor van gevaarlijke goederen, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen’.

³ Zie in dezelfde zin advies 63.177/4, op 17 april 2018 gegeven over een voorontwerp van ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ‘betreffende de invoering van de technische controle langs de weg van bedrijfsvoertuigen die ingeschreven zijn in België of het buitenland’.

DISPOSITIEF

Artikel 1

3. De bepaling dient aangevuld te worden met de vermelding van de datum van richtlijn 2018/217, namelijk 31 januari 2018.

4. Er dient enkel vermeld te worden dat het besluit strekt tot omzetting van die richtlijn. Aangezien de vermelding van de doelstellingen die de ontworpen regeling met de omzetting van die richtlijn nastreeft geen normatieve strekking heeft, moeten de woorden “om de maatregelen te actualiseren, die door de internationale regelgeving inzake het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg zijn overgelaten aan het initiatief van de nationale overheden” weggelaten worden.⁴

Artikel 3

Artikel 3 bepaalt dat het ontwerp in werking treedt “op de tiende dag na haar (lees: zijn) bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*”.

Het is evenwel niet nodig in dat artikel de regel te herhalen die vervat is in artikel 39, derde lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse Instellingen’, welke regel automatisch van toepassing is.

Artikel 3 dient bijgevolg weggelaten te worden.

WETGEVINGSTECHNISCHE SLOTOPMERKING

Hoofdstukken 1 en 2

Aangezien de hoofdstukken 1 en 2 van de ontworpen tekst elk slechts uit één artikel bestaan, is het niet duidelijk wat voor nut het heeft om het ontwerp in te delen in hoofdstukken. Die indeling dient dan ook te vervallen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET

⁴ Zie in dezelfde zin het voornoemde advies 63.177/4.